Les dynamiques des ressources agricoles en Méditerranée

État des lieux, recommandations et perspectives





Auteurs

Foued Cheriet

Maître de conférences à Montpellier SupAgro et docteur en sciences de gestion. Ses recherches portent sur le secteur agroalimentaire en Méditerranée, et plus particulièrement sur le management stratégique, les conflits dans les relations interorganisationnelles, le contrôle des alliances asymétriques, les stratégies des firmes multinationales et les investissements directs à l'étranger.

Nahid Movahedi

Docteur d'État es Sciences de gestion. Économiste transdisciplinaire spécialiste du secteur rural et agroalimentaire.

Jean-Louis Rastoin

Ingénieur agronome, docteur d'État ès sciences économiques et agrégé des universités en sciences de gestion. Professeur émérite d'économie et gestion des entreprises à Montpellier SupAgro, directeur de la chaire Unesco « Alimentations du monde », et chercheur dans l'unité de recherche « Marchés, organisations, institutions et Stratégies d'Acteurs » (MOISA). Consultant et expert de la Banque européenne d'investissement et d' Ipemed. Membre de l'Académie d'Agriculture de France et du comité de rédaction de la série « Systèmes agroalimentaires » de la revue Economies et Sociétés. Co-auteur, avec Gérard Ghersi, de l'ouvrage : Le système alimentaire mondial, Concepts et méthodes, analyses et dynamiques, Editions Quae, Paris,

Résumé et propositions

COLLECTION «CONSTRUIRE LA MEDITERRANEE»

Les dynamiques des ressources agricoles en Méditerranée Etat des lieux, recommandations et perspectives

L'Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMED) poursuivant la réflexion sur le futur agricole de la région méditerranéenne publie une étude relative au double défi de la sécurité alimentaire et de la protection de l'environnement.

Ce rapport vise à caractériser les articulations pouvant exister entre la dynamique des ressources naturelles agricoles et les enjeux de la sécurité alimentaire dans les pays des rives sud et est de la Méditerranée (PSEM). Il présente les implications de ces articulations en termes de décision de politiques publiques. Il suggère des scénarios d'évolution des ressources agricoles (terres agricoles, eau, utilisation de semences et engrais, mécanisation notamment). Enfin, il propose une grille d'analyse pour mieux appréhender l'importance des enjeux du développement durable dans les politiques nationales en place.

Il apparaît que pour l'instant dans la plupart des PSEM, un arbitrage est établi entre les défis de la sécurité alimentaire et les enjeux d'une gestion optimale des ressources.

Les pouvoirs publics en place optent le plus souvent pour des politiques à court terme de sécurisation des approvisionnements alimentaires aux dépens d'une réflexion globale sur les ressources et l'intégration des enjeux du développement durable dans leurs décisions. Ils accusent des retards, à divers degrés quant à l'intégration des enjeux du développement durable dans leurs politiques agricoles publiques.

Deux scénarios se profilent.

Le scénario dit du statu quo renvoie à la poursuite des tendances à l'œuvre. L'insécurité alimentaire quantitative des PSEM s'accompagnerait d'une extrême vulnérabilité qualitative. Par ailleurs, les pressions environnementales pousseraient la plupart des pays à adopter des méthodes agricoles intensives, les enfermant encore plus dans le cercle vicieux des pressions sur les ressources.

Le second scénario, de rupture par rapport au premier, se caractérise par une généralisation de l'intensification écologique des agricultures méditerranéennes via un usage rationnel des ressources et un choix prononcé pour des pratiques culturales optimales sur le plan environnemental.



CONSTRUIRE LA MÉDITERRANÉE

Cet exercice de prospective ouvre une réflexion à l'échelle de la région des niveaux adéquats de production par rapport aux besoins alimentaires en transcendant les logiques marchandes et les intérêts nationaux.

Il en résulte que si des efforts ne sont pas entrepris, les pressions sur les ressources naturelles vont s'accentuer, l'insécurité alimentaire s'aggraver.

Les efforts à entreprendre devront être dirigés vers l'intégration des éléments technologiques et organisationnels dans les agricultures, pour une gestion optimale et raisonnée des ressources hydriques et foncières.

La gestion optimale des ressources naturelles va dépendre avant tout de la qualification des opérateurs. A raison du retard important en matière de cadre institutionnel et de formation en milieu rural, il convient de mettre en place d'une part un statut professionnel pour les exploitants agricoles, assurant une parité avec les autres secteurs en termes de protection sociale et de revenu et une égalité de traitement hommes-femmes ; d'autre part, un ambitieux programme de formation qui ne prendra sa signification que dans le cadre de politiques publiques claires et volontaristes.

De plus, de manière à juguler vulnérabilité en termes de sécurisation des approvisionnements alimentaires des populations des PSEM, une coopération régionale renforcée, ancrée dans la construction euro-méditerranéenne est indispensable. L'étude appelle à cette vision coopérative entre les rives Nord et Sud de la Méditerranée, à travers la prise en charge concertée de la gestion optimale et complémentaire des ressources naturelles, de celle des équilibres entre les besoins et les disponibilités alimentaires. La coopération euro-méditerranéenne serait l'occasion d'harmoniser les décisions en termes de politiques agricoles régionales pour un développement rural et agricole durable.

Le tableau ainsi dressé du potentiel agricole des PSEM révèle l'urgence de leur situation agricole et alimentaire. Et face à l'émergence possible de tensions locales, sinon régionales pour le contrôle de et l'utilisation de l'eau, des terres, la révision des arbitrages politiques nationaux et régionaux est impérative.